

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 28 mars 2019
(Convocation du 21 mars 2019)

Aujourd'hui, le vingt-huit mars deux mille dix-neuf à 14 heures, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle de l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Dominique DEGOS et Céline SALLES

Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Gérard CASTET, Yves LAHOUN, Bernard SOUDAR et Christophe TERRAIN

Etaient excusés :

Mesdames Laurence ANCIEN et Nathalie BARROUILLET

Messieurs Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Jean GUILHAS, Xavier LAGRAVE, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN et Bernard VERDIER

Secrétaire de séance :

Madame Céline SALLES

OBJET : Convention / Biodiversité - Convention entre l'Institution Adour et le syndicat mixte de l'Adour amont (SMAA), pour la réalisation des travaux d'effacement du seuil du « Pont de Fer » sur l'Adour (commune d'Artagnan, 65) et la mise en œuvre de mesures d'accompagnement visant à restaurer l'écoulement et la mobilité naturelle de l'Adour

Exposé des motifs :

Les seuils du « Pont de Fer » (commune d'Artagnan), de Beulat (Artagnan) et de Lapeyre (Vic-en-Bigorre), situés sur l'Adour dans les Hautes-Pyrénées et propriétés de l'Institution Adour, ont été construits entre 1982 et 1989 afin de stabiliser le fond du lit de l'Adour à la suite des extractions de granulats dans le lit mineur de l'Adour. Ces trois seuils sont situés sur un tronçon de l'Adour de 800 m qui, lors de leurs constructions respectives, ont été recalibrés par la coupure de deux méandres et l'installation de protection de berges en enrochement. En 2017, une brèche est apparue au niveau de la crête du seuil du « Pont de fer », impactant fortement la structure du seuil et le fonctionnement des passes à poissons et à embarcations, ainsi que la stabilité du fond du lit de l'Adour.

L'Institution Adour a lancé fin 2017 une réflexion approfondie sur l'avenir de ces seuils à court et à long terme, réflexion appuyée sur une étude réalisée par le bureau AGERIN. L'état des lieux a montré que l'ouvrage du « Pont de fer » contribue aujourd'hui à d'autres usages (AEP pour Vic-en-Bigorre, irrigation agricole, passage de ligne électrique sous le lit de l'Adour, etc.) et que le secteur de l'Adour entre les trois seuils était très instable, au niveau morpho dynamique.

Le comité de pilotage (direction départementale des territoires des Hautes-Pyrénées, association française pour la biodiversité, agence de l'eau Adour-Garonne, Département des Hautes-Pyrénées, SMAA, communes riveraines, fédération de pêche des Hautes-Pyrénées) a analysé 4 scénarios issus de l'étude, pour le réaménagement de ce secteur de l'Adour. Le scénario finalement retenu est celui de l'effacement du seuil du « Pont de Fer » et de la mise en œuvre de mesures d'accompagnement visant à restaurer l'écoulement et la mobilité naturelle de l'Adour ; le scénario a été choisi, notamment pour ses avantages au niveau écologique (restauration complète de la continuité écologique et de la mobilité de l'Adour), technique (stabilisation morpho dynamique du secteur) et économique (scénario le moins onéreux à long terme).



Une convention est proposée pour une collaboration entre l'Institution Adour et le SMAA : l'Institution Adour assurerait la maîtrise d'ouvrage des travaux d'effacement du seuil du « Pont de Fer » et de la mise en œuvre des mesures d'accompagnement, et le SMAA apporterait son concours par l'acquisition et la gestion de l'ensemble des parcelles riveraines aux seuils qui sont nécessaires pour la bonne réalisation des travaux et au fonctionnement du nouvel espace de mobilité ainsi créé.

La convention ne prévoit aucune incidence financière entre les deux structures signataires.

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- D'approuver les termes de la convention de partenariat à intervenir entre l'Institution Adour et le syndicat mixte Adour amont (SMAA) pour la réalisation des travaux d'effacement du seuil du « Pont de Fer » sur l'Adour (commune d'Artagnan, 65) et la mise en œuvre de mesures d'accompagnement visant à restaurer l'écoulement et la mobilité naturelle de l'Adour
- D'autoriser le Président à signer la convention telle qu'annexée et l'ensemble des documents y afférant

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 28 mars 2019 à Mont-de-Marsan,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Le Président,

Paul CARRERE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

CONVENTION

**Réalisation des travaux d'effacement du seuil
du « Pont de Fer » (commune d'Artagnan, 65),
et mesures d'accompagnement visant à restaurer
l'écoulement et la mobilité naturelle de l'Adour**



Conclue entre

L'Institution Adour, établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée 38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du comité syndical n° 30/2019 en date du 28 mars 2019,

ci-après dénommée : **l'INSTITUTION ADOUR**

et

Le syndicat mixte de l'Adour amont, domicilié à la Communauté de communes Adour-Madiran - 21 place du Corps-Franc-Pompiès - 65500 VIC-EN-BIGORRE, représenté par son président Frédéric RÉ, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération du comité syndical n° en date du

ci-après dénommé : le **SMAA**

PRÉAMBULE

Les seuils du pont de Fer (ROE46403), de Beulat (ROE46402) et de Lapeyre (ROE46514), propriétés de l'INSTITUTION ADOUR, situés sur les communes d'Artagnan et de Vic-en-Bigorre dans le département des Hautes-Pyrénées, ont été construits entre 1982 et 1989 afin de stabiliser le fond du lit de l'Adour à la suite des extractions de granulats dans le lit mineur de l'Adour. Ces trois seuils sont situés sur un tronçon de l'Adour de 800 m qui, lors de leurs constructions respectives, fut recalibré par la coupure de deux méandres et l'installation de protection de berges en enrochement.

En 2017, une brèche est apparue au niveau de la crête du seuil du Pont de fer, impactant fortement la structure du seuil et le fonctionnement des passes à poissons et à embarcations, ainsi que la stabilité du fond du lit de l'Adour. Dans ce contexte, l'Institution Adour a lancé fin 2017, par le biais d'une étude réalisée par le bureau d'étude AGERIN, une réflexion approfondie sur l'avenir de ces seuils à court et à long terme. Un comité de pilotage a été mis en place où sont représentés les services de l'État (DDT65 et AFB), le conseil départemental 65, la Fédération de pêche et de protection du milieu aquatique des Hautes-Pyrénées, le SMAA et les communes riveraines.

L'état des lieux a montré que l'ouvrage du Pont de fer servait maintenant à d'autres usages, avec notamment l'alimentation en eau potable (AEP) de la ville de Vic-en-Bigorre, des prélèvements en eau pour l'agriculture, le passage de ligne à haute tension sous le lit de l'Adour à l'amont du seuil et la protection d'un plan d'eau en rive gauche. L'étude a également démontré que le secteur de l'Adour entre les trois seuils était très instable depuis la construction des seuils au niveau morphodynamique (équilibre entre le transport de l'eau et des sédiments).

AGERIN a ainsi proposé au comité de pilotage de l'étude, quatre scénarios d'aménagement de ce secteur de l'Adour afin de stabiliser la situation. Ces scénarios allaient de la reconstruction du seuil du pont de Fer à son dérasement complet et la mise en place de mesure d'accompagnement pour permettre à l'Adour de retrouver son lit historique.

C'est finalement le scénario d'effacement du seuil du « Pont de Fer », avec les mesures d'accompagnement visant à restaurer l'écoulement et la mobilité naturelle de l'Adour, qui a été choisi, notamment pour ses avantages au niveau écologique (restauration complète de la continuité écologique et de la mobilité de l'Adour), technique (stabilisation morpho dynamique du secteur) et économique (scénario le moins onéreux à long terme).

Toutefois afin de réaliser ces travaux la question de la maîtrise foncière des parcelles riveraines est essentielle. Le SMGAA dans le cadre de sa mission de suivi de l'espace de mobilité de l'Adour est donc l'acteur indispensable pour la réalisation de cette opération.



MODALITÉS D'APPLICATION DE LA CONVENTION

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les rôles respectifs de l'INSTITUTION ADOUR et du SYNDICAT dans la réalisation des travaux d'effacement du seuil du « Pont de Fer » ainsi que les mesures d'accompagnement visant à restaurer l'écoulement et la mobilité naturelle de l'Adour.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE L'INSTITUTION ADOUR

L'INSTITUTION ADOUR s'engage à réaliser l'ensemble des travaux nécessaires à l'effacement du seuil du « Pont de Fer » ainsi que les mesures d'accompagnement visant à restaurer l'écoulement et la mobilité naturelle de l'Adour.

Dans le cadre de l'étude en cours pour définir le projet d'aménagement, l'INSTITUTION ADOUR s'engage à associer le SMAA au suivi de cette étude notamment en l'invitant à participer aux différentes instances réunies à cet effet, à le consulter et à l'informer régulièrement de l'état d'avancement de la démarche.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DU SMAA

Le SMAA s'engage à acquérir et gérer l'ensemble des parcelles riveraines aux seuils qui sont nécessaires pour la bonne réalisation des travaux et au fonctionnement du nouvel espace de mobilité créée par les travaux réalisés par l'INSTITUTION ADOUR.

Les parcelles ciblées sont listées en annexe de cette présente convention.

ARTICLE 4 : DUREE

La présente convention est conclue pour 2 années à compter de la date de sa signature. Elle pourra être renouvelée pour une période équivalente par reconduction expresse.

ARTICLE 5 : RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve du respect d'un préavis de 3 mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DES CLAUSES

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties.

ARTICLE 7 : CLAUSE RESOLUTOIRE

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

ARTICLE 8 : CONTESTATIONS

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le tribunal administratif de Pau.



Fait à Mont-de-Marsan, le

**Signature du Président
de l'Institution Adour**

**Signature du Président
du Syndicat mixte de l'Adour amont**

Paul CARRERE

Frédéric RÉ

